

Rapport d'activité 2008



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
DÉPARTEMENT DES INSTITUTIONS
POLICE CANTONALE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2008

TABLE DES MATIERES

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2008	1
TABLE DES MATIERES	1
Remarques liminaires	1
A propos de la nouvelle statistique policière de la criminalité (SPC)	2
Gérer les grands événements et les catastrophes (déclenchement, coordination, mise en place et conduite du dispositif OSIRIS)	3
Gérer les infractions aux dispositions pénales fédérales (prévention, interpellation, prise de mesures conservatoires, enquêtes)	4
Maintenir la sécurité et l'ordre publics par des actions de prévention, de dissuasion et de répression.....	7
Garantir la sécurité du milieu international et la protection de l'Etat.....	11
Exécuter des tâches relatives à la police des étrangers	12
Exécuter des mesures de police administrative	13
Emettre et traiter les amendes d'ordre et les contraventions	14
Aspects organisationnels	16
Recrutement, formation, soutien et systèmes d'information	16
Divers indicateurs statistiques.....	19
Total des infractions 2008 au code pénal, y compris les tentatives.....	19
Arrestations selon le type et la source légale	20
Total des accidents 2008 – page de synthèse	22
Effectifs de la Police et heures supplémentaires (solde cumulé)	23
Usage de la contrainte par la force publique et principaux types d'intervention.....	24
Plaintes pénales contre des membres du corps de police	24

Remarques liminaires

Le présent rapport donne une vue de l'activité de la police durant l'année 2008 selon les prestations et suit la structure du rapport de gestion du Conseil d'État. L'option retenue consiste à mettre en évidence un certain nombre d'éléments marquants, qu'il s'agisse de l'activité 2008 ou des perspectives 2009. De ce fait, les sept prestations ne sont pas présentées ou développées de la même manière.

Les données statistiques portent à la fois sur la statistique policière de la criminalité, sur la statistique des accidents de la circulation, ainsi que sur des données décrivant l'activité générale de la police. Le volume de ces données est limité dans le présent rapport. Les données complètes – ainsi que le présent Rapport d'activité 2008 – sont consultables sur le site internet de la police (<http://www.ge.ch/police/a-votre-service/statistiques/>) :

- ✓ Rapport d'activité 2008 – données statistiques
- ✓ Statistique des accidents de la circulation 2008
- ✓ Statistique policière de la criminalité 2008 (SPC)

A propos de la nouvelle statistique policière de la criminalité (SPC)

La première édition nationale de cette nouvelle statistique confiée à l'Office fédéral de la statistique (OFS) sera publiée en 2010. Genève a fait partie des premiers cantons à franchir le pas de cette réforme, en publiant les données 2006 selon les normes de l'OFS. L'année 2008 peut être comparée à 2007 et à 2006. Dans un nombre limité de cas, il est également possible de faire des comparaisons sur de plus longues périodes.

Genève, avril 2009

Gérer les grands événements et les catastrophes (déclenchement, coordination, mise en place et conduite du dispositif OSIRIS)

Cette prestation concerne la sécurité des grands événements, qui sont liés pour partie à la Genève internationale, ainsi qu'à de grandes manifestations politiques, festives ou encore sportives.

Cette prestation se distingue par la nature, la portée ponctuelle et extraordinaire des événements, des autres prestations, en particulier la prestation *Maintenir la sécurité et l'ordre publics*. Dans ce même contexte, la présente prestation couvre également la coordination, les préparatifs et la mise en place du dispositif OSIRIS, selon les divers degrés de risques ou, le cas échéant, de catastrophes.

Evénements, réalisations 2008 ...

L'activité internationale et diplomatique a été particulièrement importante à Genève en 2008. Plusieurs événements d'envergure ont nécessité la planification et la conduite d'engagements, avec à chaque fois l'engagement partiel des partenaires OSIRIS et, dans le cas de l'EUROFOOT 08, avec la mise sur pied du dispositif OSIRIS.

L'événement qui a nécessité le plus de moyens, compte tenu de sa durée (1 mois) et de son envergure est sans conteste l'**EUROFOOT 08**. Sur le plan de la sécurité, cette opération a été un succès tant sur le plan genevois que romand (opérations CASTOR et POLLUX). A noter que l'événement lui-même a été précédé de 5 périodes d'entraînements intensifs de la part des forces de l'ordre. « *Info police 0800 800 844* » a été activée, du 2 au 30 juin 2008, afin de répondre à toutes les sollicitations et interrogations du public, en matière de sécurité, de déroulement des matches, de circulation, etc.

Sur le plan international, s'est tenue du 6 au 8 octobre 2008 à Evian la « World policy conference » à l'invitation de la France. L'aéroport international de Genève a vu passer de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, dont la police a assuré la protection et l'escorte (opération JANUS).

Le 21 octobre 2008, à l'occasion de l'inauguration par le CERN du « Large Hadron Collider » en présence également des représentants au plus haut niveau des pays membres et des pays associés, la police a été fortement engagée (opération ARGOS).



En matière de moyens techniques, relevons la mise en production du réseau cantonal **POLYCOM** en décembre 2008. POLYCOM est le réseau radio proposé par la Confédération qui relie entre elles toutes les autorités et organisations responsables de la sécurité et du sauvetage (Corps des Gardes-frontière, APM, SIS, Sauveteurs Auxiliaires, Armée et Police).

CYCLOPE. La première phase de ce projet de vidéosurveillance a été réalisée pour l'EUROFOOT 08 avec l'équipement et l'exploitation de 8 sites.

... Perspectives 2009

POLYCOM. La migration de la police sur le réseau POLYCOM se fera au cours du 2^{ème} semestre 2009.

CYCLOPE. La 2^{ème} phase, centrée sur la protection du milieu diplomatique, sera réalisée en 2009.

Evénements majeurs. 31 janvier : Manifestation non autorisée anti-WEF. 19 au 24 avril 2009 : Conférence sur le suivi de Durban. 5 au 9 octobre : Telecom.

Gérer les infractions aux dispositions pénales fédérales (prévention, interpellation, prise de mesures conservatoires, enquêtes)

La présente prestation porte sur les infractions au code pénal et concerne également les dispositions pénales d'autres lois fédérales (Loi sur les stupéfiants, loi sur l'AVS, etc.). Cette prestation englobe les activités de prévention et lors de la survenance d'un événement, l'ensemble du processus, dès l'annonce de l'évènement à sa dénonciation à la justice, en passant par les constats et prélèvements sur les lieux (cas échéant), l'enregistrement de la plainte ou de la dénonciation, les mesures d'enquêtes, le signalement RIPOL (signalement, véhicules, bijoux et autres objets recherchés) et auditions des auteurs présumés et témoins.

Evénements, réalisations 2008 ...

Globalement, les infractions au code pénal ont augmenté de 2.5% par rapport en 2007. La très grande criminalité violente reste dans les « normes genevoises » (7 meurtres (6 en 2007), 2 hold-up (6 en 2007), dont une tentative, et 10 car jackings – 10 en 2007). De plus, pour la première fois depuis plusieurs années, les atteintes à l'intégrité corporelles sont stables (+ 0.6%), tandis que les atteintes à l'intégrité sexuelles reculent légèrement (- 1.6%).

En 2008, les infractions contre le patrimoine représentent le 80% du total des infractions au code pénal, en très faible augmentation par rapport à l'année précédente (+ 1.2%). Les vols de véhicules sont en recul, tandis que les vols dans (avec ou sans effraction) et sur les véhicules sont stables. Les vols sur la voie publique, notamment à la tire et à l'astuce, se situent dans la tendance à la hausse des années précédentes (voir les graphiques ci-dessous), même si les vols à la tire semblent se stabiliser.

Le fait marquant de l'année 2008 est la forte augmentation des vols par effraction (+ 21.6%), surtout dans des appartements. Pour une part, ces derniers sont le fait de ressortissants géorgiens particulièrement actifs à Genève et en Suisse romande. De nombreuses arrestations ont été réalisées et des opérations spécifiques sont planifiées dès le début 2009.

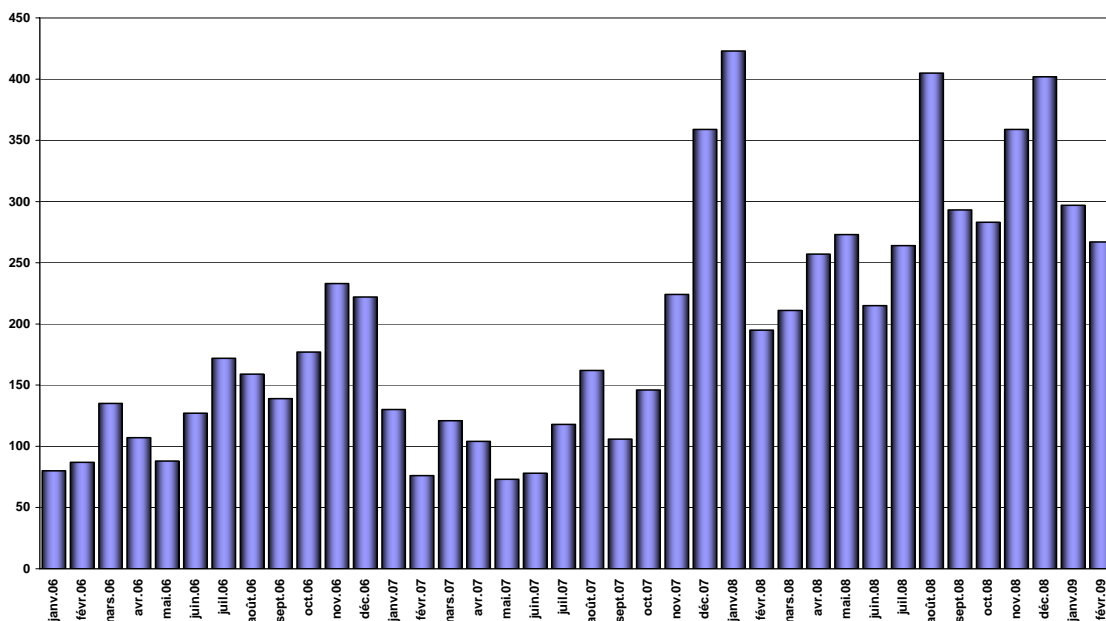
Le « marché des stupéfiants » n'a pas connu d'évolution particulière au regard des années précédentes. Des quantités importantes de drogue ont été saisies : 38 kg d'héroïne, 30 kg de

cocaïne et 325 kg de cannabis. Les axes d'action relèvent de la sécurité publique (lutte contre le trafic de rue) et de l'enquête judiciaire contre les filières.

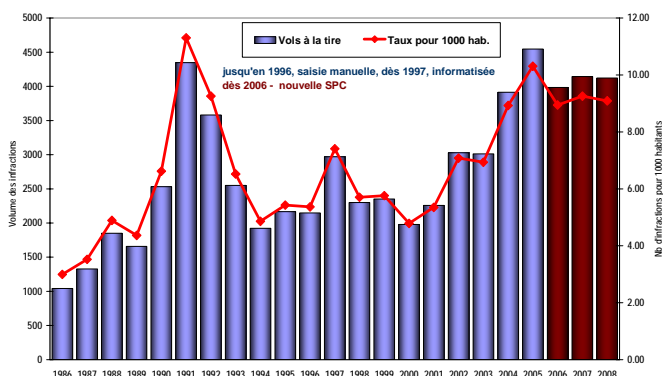
Pour lutter contre la délinquance de voie publique, plusieurs opérations ont été menées : NEMO (secteur Lac et environs), GELATI (Eaux-Vives et Jardins Anglais) et ARMAILLIS (Pâquis) (voir ci-après *Maintenir la sécurité et l'ordre publics par des actions de prévention, de dissuasion et de répression*).

Atteintes au patrimoine : quelques graphiques

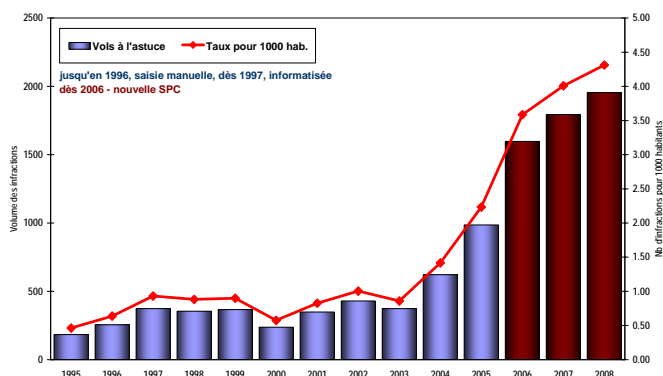
Evolution des cambriolages d'appartements selon le Journal de P2000



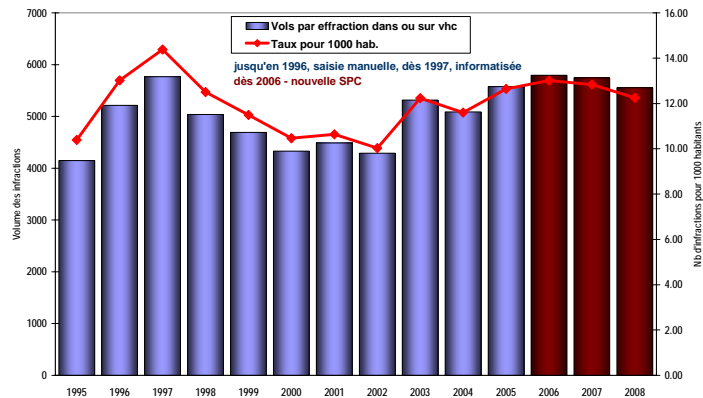
Evolution des vols à la tire



Evolution des vols à l'astuce

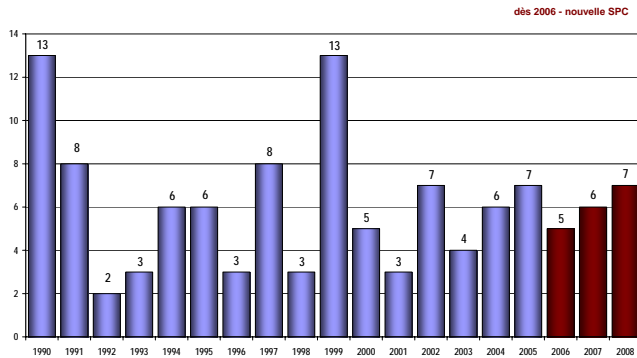


Evolution des vols sur et dans véhicules

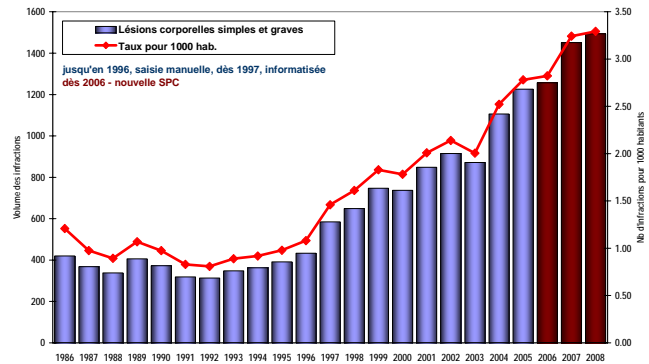


Atteintes à l'intégrité corporelle et violences domestiques : quelques graphiques

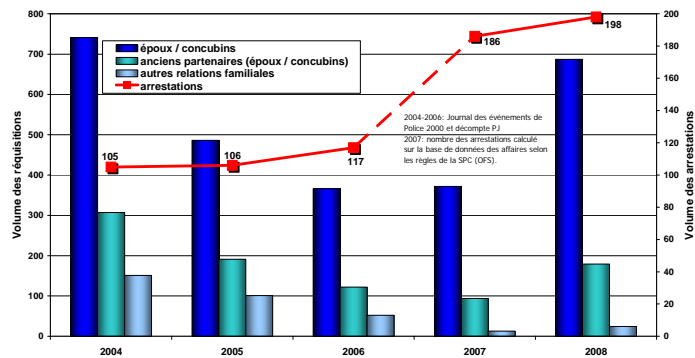
Evolution du nombre d'homicides
(nombre de victimes, sans les tentatives)



Evolution des lésions corporelles



Violences domestiques 2004 - 2008
Réquisitions et arrestations



Violences domestiques. L'effet de la procédure de renforcement de la capacité de détection des cas de violences domestiques à partir de décembre 2007, est visible en 2008 sur le volume des réquisitions. Pour rappel, il s'agit, lors de chaque appel ou réquisition relevant de cette thématique, d'en reconstituer l'éventuel historique et de déclencher, au besoin, une enquête judiciaire. Les rapports à ces différentes étapes font l'objet d'une transmission au Parquet. Les

arrestations quant à elles poursuivent leur mouvement à la hausse. Pour d'autres indicateurs, se reporter au Rapport d'activité 2008 – données statistiques.



Comité stratégique drogue Police. Juin 2008 : constitution d'un comité stratégique drogue Police, afin de répondre aux sollicitations du Parquet, de l'Instruction et du DI. Piloté par le chef de la police adjoint, il rassemble en particulier les chefs des services opérationnels et le chef du commissariat. Ses objectifs sont notamment de coordonner les actions anti-drogue au sein de la police et de mener des actions de sécurité publique visibles.

... Perspectives 2009

Afin de mieux répondre aux constats ci-dessus, les axes principaux sont les suivants :

- ✓ mise en œuvre tout au long de l'année, d'actions de sécurité publique visibles selon l'analyse régulière de situation et renforcement de la coordination entre les services ;
- ✓ affectation temporaire d'une partie de l'effectif de la Task Force Drogue à la lutte contre les cambriolages d'appartements et renforcement des moyens d'enquête (création d'un groupe d'enquêteurs spécifiques). Conduite d'opérations spécifiques (TRESOR) ;
- ✓ augmentation des actions préventives ciblées selon le type de vols et les lieux de commission (par exemple lors des prochaines Fêtes de Genève).

Maintenir la sécurité et l'ordre publics par des actions de prévention, de dissuasion et de répression

La police est chargée d'assurer la tranquillité, la sécurité et l'ordre publics, notamment en matière de circulation. En matière de tranquillité publique, cela comprend toutes les interventions ou réquisitions (par ex, bruits excessifs, problèmes de voisinage).

La sécurité publique concerne divers domaines et repose sur des interventions tant préventives que dissuasives ou encore répressives. Elle vise notamment le domaine de la sécurité routière par la prévention et l'éducation, les contrôles de la vitesse et de l'alcoolémie, et les constats d'accidents (ces derniers relevant selon la gravité et les circonstances de la mission de police judiciaire), la prévention, le contrôle et la gestion de lieux centraux ou de

transit (gares, aéroport, rues marchandes, etc.) ou liés à des activités particulières (banques et bijouteries par la gestion des alarmes, établissements publics, notamment nocturnes), etc. Le maintien de l'ordre public renvoie plus particulièrement à la gestion des interventions sur la voie publique avec un dispositif ad hoc de maintien de l'ordre en lien avec des manifestations, autorisées ou non.

Evénements, réalisations 2008 ...

Plusieurs opérations de police intensive visant la délinquance de voie publique, sur un secteur déterminé, ont été menées dès le mois de juillet, la première partie de l'année ayant été pratiquement réservée à l'EUROFOOT. Toutes ces interventions se sont déroulées sur plusieurs jours, voire plusieurs semaines en fonction des besoins,

Ces actions de sécurité sectorielle se sont déroulées sur le périmètre du « Petit-Lac » :

- Opération NEMO, secteur Lac et environs (236 gendarmes, soit 1'664 heures, et 8 unités de Police Judiciaire du groupe TIRE)
- Opération GELATI, Eaux-Vives et Jardin Anglais (4 hommes affectés 4 heures quotidiennement du 12.08 au 07.09), et
- Opération ARMAILLIS, Pâquis du 01 au 30 septembre (75 gendarmes et 2'311 heures).

L'action de la Task Force Drogue (TFD) se poursuit, de même que l'application des interdictions de zones, cantonales ou locales (voir également la prestation « police des étrangers »).

Mesures de contrainte

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	variation 2008 / 2007
Interdictions de zones	513	484	343	268	193	149	-22.8%
- dont interdictions zones locales	219	256	207	147	128	82	-35.9%
Non respect d'une interdiction de zone ou d'une assignation territoriale, LEtr art. 119 al. 1 (anc. LSEE art. 23 a)	223	264	211	273	237	224	-5.5%

Les opérations en matière de contrôle de la circulation (PréDiRe – PréCiSe et Visiroute) ont représenté 2'386 contrôles, avec l'engagement de 6'290 unités sur l'année.

Opérations PréDiRe (pour prévention, dissuasion et répression) dans le cadre de la sécurité routière : cinq semaines de contrôles de circulation aux abords des écoles à chaque rentrée scolaire. Bilan positif en termes de visibilité et de partenariat actif avec les APM.



Opérations PréCiSe (pour actions précises dans la circulation chaque semaine). Ce concept oriente les contrôles de circulation fixes et mobiles tout au long de l'année et vise à les accentuer chaque semaine dans un domaine donné. Voici quelques exemples de thèmes : passages pour piétons, aptitude à la conduite, voies de bus, cases pour handicapés, etc.

Accidents de la circulation. Le nombre total des accidents annoncés à la police est resté stable par rapport à l'année précédente. Les accidents avec blessés augmentent de 4% par rapport à 2007, rompant une série de quatre années marquées par une légère baisse. Le taux d'accidents pour 1'000 véhicules tend à augmenter légèrement.

Le nombre de décès sur nos routes a sensiblement diminué, puisque nous déplorons 11 décès pour 11 accidents contre 19 décès pour 15 accidents l'année précédente. Globalement, les premières années de conduite sont les plus exposées au risque d'avoir un accident, tant pour les conducteurs fautifs ou non fautifs.

Manifestations festives et sportives. Les pré-Fêtes, les Fêtes de Genève, dont la Lake Parade, ont nécessité un important engagement (par exemple pour la police judiciaire : 136 unités pour 2'200 heures et pour la gendarmerie : 502 unités pour 5'362 heures).

La gendarmerie assure l'ordre et la sécurité publics durant les diverses manifestations sportives. Pour l'exemple, 793 unités (4'866 heures) ont été engagées uniquement dans le cadre du championnat suisse de hockey sur glace (les mesures suivantes ont été prises : 4 interdictions de périmètre autour de la patinoire des Vernets - 1 arrestation pour violation de domicile - 1 arrestation pour entrave à l'action pénale et opposition aux actes de l'autorité).

Pour le surplus, le tableau ci-après indique les types de réquisitions relevant de la tranquillité et de l'ordre publics, en augmentation de près de 8% par rapport à 2007.

Réquisitions et interventions pour tranquillité et ordre publics
Journal des événements de P2000

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008 / 2007
Affaires de circulation / navigation	8'088	8'212	9'249	9'614	10'377	10'399	0.2%
Affaires de drogue	456	611	664	666	656	915	39.5%
Alarmes	1'908	2'065	1'911	1'645	1'491	1'601	7.4%
Animal	606	596	652	700	761	782	2.8%
Bruit	4'878	4'560	4'925	5'111	4'733	5'247	10.9%
Conflits	3'606	4'395	5'480	6'407	6'893	7'034	2.0%
Contrôles de personnes / véhicules	6'852	12'349	11'971	11'967	11'834	13'347	12.8%
Disparitions	304	377	360	381	398	573	44.0%
Incendies	533	573	566	618	650	597	-8.2%
Interventions dans un lieu privé	2'622	2'578	2'636	2'870	2'800	3'193	14.0%
Interventions dans un lieu ou sur la voie publics	2'706	2'593	2'693	2'858	2'824	3'130	10.8%
Squat	108	106	57	45	60	53	-11.7%
Total de la sélection	32'667	39'015	41'164	42'882	43'477	46'871	7.8%

Squats. Les manifestations ont nécessité l'engagement de 379 ho, pour un total de 2'451 heures.

Prostitution. Dans le domaine de la prostitution, l'attractivité de Genève ne faiblit pas, à en juger par le nombre de prostituées enregistrées : 2'115 en 2008 (2004 : 774; 2005 : 1'186; 2006 : 1'497 et 1'804 en 2007).

PROXIPOL – police de proximité. 13 mars : présentation des résultats et des recommandations du Diagnostic Local de Sécurité 2007 (DLS, accessible sur <http://www.ge.ch/police/a-votre-service/statistiques/>). 19 janvier 2009 : présentation et discussion au sein du comité externe de suivi. Les recommandations s'articulent autour de trois aspects fortement interdépendants, à savoir le quartier, le traitement des incivilités et les questions liées à la circulation routière.

Collaboration cantonale. Dans le cadre de la police de proximité, le Protocole de collaboration et d'intervention entre les établissements scolaires publics et la police cantonale de 2005, a été révisé en novembre 2008. Cette révision introduit formellement la notion de secret partagé dans le traitement d'affaires particulières entre le DIP et le DI.

En juin 2008, a été signé le Protocole de collaboration et d'intervention entre la FASE (Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle), la DEJ (Délégation à la Jeunesse de la Ville de Genève) et la Police. Ce protocole, adapté du protocole DIP-DI, règle les modalités de collaboration entre les maisons de quartiers, les centres de loisirs, les travailleurs sociaux hors murs et la police.

Collaboration intercantonale. Entrée en vigueur le 01.01.2008 de la convention instituant le groupe TERO (Tireurs d'Elite ROMands). Cette convention lie les polices cantonales romandes et tessinoise.

Collaboration internationale. Patrouilles mixtes avec la police et la gendarmerie nationales françaises en matière de lutte contre la petite et moyenne criminalité transfrontalière. Patrouilles mixtes avec la gendarmerie nationale du département de l'Ain pour la sécurité routière. Pour les deux types d'activité, en moyenne deux patrouilles hebdomadaires.

... Perspectives 2009

PréDiRe et **PréCiSe.** Campagne systématique à chaque rentrée scolaire. Tout au long de l'année et de manière hebdomadaire, actions spécifiques liées au comportement des usagers de la route (notamment vitesse et état du conducteur).

Patrouilles de sécurité routière mixtes avec l'Ain et la Haute-Savoie.

Sécurité sectorielle accrue par la mise en œuvre d'opérations de police intensive en réaction rapide à l'évolution de la situation dans les quartiers.

Formation des îlotiers et de la brigade des mineurs à la sensibilisation à la médiation, négociation et communication efficace, donnée par la Haute Ecole de Travail Social (HETS, centre de formation continue).

Prestation à la population. Mise en production du formulaire de plainte en ligne (à télécharger du site internet de la police).

Prostitution. En attente de la mise en œuvre du projet de loi sur la prostitution (LProst).

Engagement du Taser. Validation par le Conseil d'Etat de l'engagement de ce dispositif incapacitant par les seuls membres du groupe d'intervention de la gendarmerie. Pour le détail, se reporter au dossier de presse ad hoc.

Garantir la sécurité du milieu international et la protection de l'Etat

La sécurité du milieu international comprend un triple aspect. Il s'agit tout d'abord de la protection du milieu aéroportuaire. La prestation porte ensuite sur la sécurité du milieu diplomatique (organisations internationales, ambassades et consulats), qu'il s'agisse de la gestion de réceptions diplomatiques, de protection de personnalités ou encore de la surveillance des sites selon divers dispositifs en fonction du degré de menace identifié par la police fédérale. Finalement, il s'agit de la protection de l'Etat.

Evénements, réalisations 2008 ...

S'agissant du milieu diplomatique, 246 événements ont nécessité l'organisation et la conduite de mesures de sécurité et notamment la délivrance de 732 permis de port d'armes, en coordination avec les services de la Confédération.

La Police de la sécurité internationale (PSI) assure la sécurité quotidienne par des patrouilles motorisées 24h/24 dans le milieu diplomatique (43'800 heures) et par l'engagement du DPR (détachement de protection rapprochée : 9 unités, 12'594 heures). A noter que lors d'événements de grande envergure, ce détachement est renforcé par la PJ.

En fonction de l'analyse des risques effectuée par les services de la Confédération, des mesures de protection renforcée peuvent être prises. En 2008, cela a été le cas pour les missions de Chine et de Grèce. Dans les deux cas, l'armée a ensuite pris le relais.

La PSI assure également des patrouilles pédestres à l'aéroport durant les heures d'ouverture, ainsi que des patrouilles motorisées sur l'ensemble du secteur aéroportuaire.

En complément à l'activité internationale mentionnée sous *Gérer les grands événements et les catastrophes*, relevons un été chargé avec : du 18 au 20.07, les entretiens sur le nucléaire iranien, du 19 au 30.07, une conférence OMC, ainsi qu'en parallèle et en prolongement, du 20.07 au 04.08, le conseil des ministres de l'Union Européenne et du 21.07 au 05.08, les sessions ministérielles de l'OMC. Les premières réunions ont été gérées uniquement par la PSI, et pour les secondes, l'appui de la gendarmerie et de la PJ a été demandé.

La mise en place du dispositif en vue de la concrétisation de l'espace **Schengen** a été accompagnée de plusieurs contrôles par un comité d'experts dit de Schengen. La dernière évaluation a eu lieu le 04.09.08 et a consisté à tester les aptitudes des policiers à utiliser le SIS, soit le *Schengen Information System*.

Reprise échelonnée des contrôles frontière à l'aéroport par le Corps des gardes-frontière (CGFR) dans la perspective de l'entrée en vigueur des Accords de Schengen.

... Perspectives 2009

CYCLOPE. Renforcer la sécurité du milieu diplomatique par l'installation de caméras de surveillance (ONU, OMC, certaines missions). Ces dernières permettront d'agir plus rapidement lors d'événements particuliers, en complément à la présence humaine sur certains objectifs. Déploiement au cours du deuxième semestre 2009 sur les sites diplomatiques.

Mise en œuvre (fin mars) du dispositif lié aux accords de Schengen et reprise intégrale des contrôles frontière par le CGFR. Réaffectation des unités de la PSI à la sécurité générale de l'aéroport et du milieu diplomatique.

Exécuter des tâches relatives à la police des étrangers

Cette prestation porte notamment sur l'application des dispositions pénales de la Loi sur les étrangers (LEtr) : constats des infractions et leur traitement judiciaire (enquêtes). S'y ajoutent des activités qui relèvent du suivi et du traitement administratifs des dossiers (refoulements suite à une décision de l'officier de police, d'un juge ou à la sortie de la prison, réadmissions, acheminements et remises à des autorités tierces, présentation aux consulats, remises à la rue des personnes non refoulables, etc.).

Evénements, réalisations 2008 ...

La question des délinquants multirécidivistes, non « refoulables », a fait l'objet d'un vaste traitement médiatique. Dans ce contexte, il faut mentionner la participation de la PJ à la Conférence bilatérale Suisse – Algérie en matière de refoulement dont l'objectif est d'apporter une réponse à cette problématique.

Les officiers et commissaires de police ont pris 108 ordres de mise en détention (OMD) en vue de refoulement (58 en 2007).

La PSI a géré 224 demandes d'asile déposées à l'AIG soit une augmentation de 6% par rapport à 2007. A noter que la nouvelle loi sur l'asile (2008) a une incidence sur la durée de séjour à l'aéroport des demandeurs d'asile. Cette durée peut être de 60 jours maximum (30 jours avant).

Suite à la mise en application de la loi pénale genevoise réprimant à nouveau la mendicité dès le 29.01.08, la gendarmerie a effectué 2'377 actions de contrôles (pouvant impliquer une ou plusieurs personnes).

Refoulements. Sur le plan plus général, les difficultés subsistent quant aux refoulements de ressortissants étrangers, notamment maghrébins, qui ont commis des délits sur notre territoire. Il est attendu des mesures sur le plan fédéral en matière d'accords de réadmission.

Le nombre des refoulements augmente en 2008 par rapport à 2007. Pour rappel, la forte baisse enregistrée en 2006 est due en partie (env. 20%) à la reprise des contrôles frontières en gare de Cornavin par le Corps des gardes-frontière (CGFR), à partir du 1^{er} juillet 2006.

Refoulements effectués par la Police

	Nombre	variation annuelle
2002	4'719	-19%
2003	4'912	4%
2004	4'528	-8%
2005	3'498	-23%
2006	1'847	-47%
2007	1'140	-38%
2008	1'392	22%

... Perspectives 2009

Entrée en vigueur des Accords SCHENGEN. Reprise par le CGFR (Corps des gardes-frontière) des points de contrôle migration à l'aéroport (départs – arrivées).

Exécuter des mesures de police administrative

Cette prestation recouvre divers domaines :

- ✓ Exécuter des décisions prises par les autorités judiciaires et administratives (autorités genevoises, cantonales, fédérales ou étrangères).
- ✓ Prêter assistance à l'autorité chargée d'exécuter une mission (par exemple, neutraliser une personne pour un internement non volontaire à Belle-Idée).
- ✓ Conduire l'instruction pénale (poursuite et sanction) des infractions à l'interdiction d'exploiter des jeux d'argent et de hasard en dehors des maisons de jeux bénéficiant des concessions nécessaires.
- ✓ Délivrer des attestations et des autorisations : attestation de dépôt de plainte, copie de rapports et de plans d'accidents, délivrance de certificats de bonnes vie et mœurs (CBVM). Cela concerne également la gestion des autorisations pour agents de sécurité privés et la gestion des armes.
- ✓ Exécuter les tâches de la police mortuaire.

Evénements, réalisations 2008 ...

Dans ce contexte, mentionnons quatre exemples qui illustrent à la fois la diversité des tâches et leur ampleur : 3'062 mandats de conduite des offices de poursuite (3'809 en 2007), 4'247 délivrances de macarons pour handicapés et pour médecins par la gendarmerie.

Par ailleurs, le détachement de convoyage et de surveillance (DCS) a assuré le transport de 23'432 détenus, entre les divers établissements de détention et les instances judiciaires, policières et médicales. La gendarmerie a, quant à elle, assuré la surveillance des sessions en Cour d'Assise et en Cour correctionnelle, ce qui représente un volume de 5'503 heures.

Enfin, la PSI a délivré 3'541 passeports d'urgence à l'aéroport.

Par ailleurs, le tableau ci-dessous recense les interventions de police relevant du devoir de prêter assistance, notamment à partir de l'appel de personnes s'inquiétant pour des proches ou des anonymes.

Premiers secours et urgences sociales
Journal des événements de P2000

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008 / 2007
accidents de chantier	62	58	81	76	76	73	-3.9%
accidents de travail	32	26	17	27	22	24	9.1%
accidents domestiques	8	8	13	5	3	3	0.0%
accidents de plongée	4	2	1	1	1	1	0.0%
accidents divers	168	138	144	147	161	154	-4.3%
sauvetages - bateaux en difficulté	30	48	43	30	41	44	7.3%
sauvetages - véliplanchistes	5	12	11	3	8	7	-12.5%
disparitions - enfants	110	154	177	165	148	185	25.0%
disparitions - personnes âgées/handicapées	47	58	35	49	44	47	6.8%
disparitions - milieu hospitalier	112	111	86	81	104	167	60.6%
personne perdue découverte par la police	86	92	108	97	108	104	-3.7%
chute sur le domaine privé/public	331	252	240	228	230	215	-6.5%
personne ivre/sous médicaments/endormie	363	340	383	373	333	417	25.2%
personne dérangée/détresse psychiatrique	319	394	412	449	464	551	18.8%
internement à Belle Idée, volontaire ou non	233	237	299	267	243	272	11.9%
personne qui ne répond plus	153	228	210	259	229	267	16.6%
appartement insalubre	13	19	18	17	8	19	137.5%
tentative de suicide	123	84	139	138	112	117	4.5%
assistance de la force publique	326	360	354	343	322	384	19.3%
conflit d'autorité parentale	231	205	105	188	194	103	-46.9%
affaire de drogue/malaise	19	11	17	13	9	15	66.7%
social - divers	780	945	1'232	1'367	1'551	1'850	19.3%
Total de la sélection	3'555	3'782	4'125	4'323	4'411	5'019	13.8%

... Perspectives 2009

Réorganisation du DCS et concentration sur les tâches prioritaires de ce service.

Emettre et traiter les amendes d'ordre et les contraventions

L'émission des amendes d'ordre relève des dispositions liées à la LCR (Loi sur la Circulation Routière) et ses dispositions connexes. Il s'agit pour une part d'une activité répressive – contrôle du stationnement, respect de la signalisation routière et contrôle de la vitesse et dénonciation des infractions par exemple lors d'accidents (y compris contraventions). A cet aspect répressif s'ajoute un élément essentiel qui relève de la prévention ou de la dissuasion. La police émet d'autres contraventions qui relèvent du code pénal, des dispositions pénales d'autres lois fédérales (loi sur les stupéfiants, sur les étrangers, sur l'AVS, etc.) ou de

dispositions cantonales (loi pénale genevoise et règlements connexes : par exemple bruit, mendicité).

Le traitement subséquent du constat de l'infraction (taxation et recouvrement) incombe en particulier au service des contraventions. Ce service traite des contraventions émanant d'autres services de l'Etat et d'autres collectivités publiques, en particulier les communes.

Evénements, réalisations 2008 ...

L'équipement en radars dits « feux – vitesse » se poursuit. Le nombre de véhicules contrôlés automatiquement a reculé en 2008 de 10%. En revanche, la proportion de véhicules en infraction ne diminue que faiblement.

Contrôle automatique du trafic

	2007	2008	variation 2008 / 2007
Véhicules contrôlés (radars fixes et mobiles, signaux lumineux)	35'935'236	32'297'094	-10.1%
Véhicules en infraction (idem)	230'171	183'170	-20.4%
% de véhicules en infraction	0.64%	0.57%	

En 2008, le service des contraventions a généré des recettes totales pour un montant de CHF 51'764'527.—. Ce montant est le plus élevé depuis 2001, après le « record » de 2007 (CHF 62'140'124.—). Le recul s'explique par le caractère exceptionnel de l'exercice 2007 qui avait vu un rattrapage du retard de 2006, et plus incidemment, des mesures syndicales depuis octobre 2008 (grève des amendes). Avec un volume de 285'725 contraventions, les données 2008 sont comparables aux années précédentes (l'année 2007 est ici également exceptionnelle : 334'171).

Service des Contraventions. Amendes d'ordre et contraventions

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	variation 2008 / 2007
Amendes d'ordre	316'588	327'969	371'993	389'091	463'568	346'912	-25.2%
Contraventions	223'044	262'088	289'320	277'176	334'171	285'725	-14.5%
Recettes totales	43'926'890	40'926'200	43'658'320	43'520'479	62'140'124	51'764'527	-16.7%

Gestion des amendes d'ordre et contraventions : MICADO. Le projet de loi 10382 de bouclage de la loi N° 8316 ouvrant un crédit d'investissement pour la refonte de l'application de gestion des amendes d'ordre et des contraventions (MICADO) a été déposé devant le Grand Conseil le 29.10.08.

... Perspectives 2009

SYCOTRIN. Ce projet est en préparation en vue d'une réalisation en 2010. Les objectifs visés par ce projet sont les suivants :

- automatiser la gestion des infractions constatées ;
- rationaliser les procédures d'identification des véhicules à partir des images numériques prises par les appareils de surveillance du trafic (radars, feux rouges).

Aspects organisationnels

Compte tenu des enjeux actuels et futurs, ce nouveau chapitre est introduit afin de présenter les réformes en cours et à venir de l'organisation de la police. Les rapports de M. Annoni et de la Cour des Comptes sur les conditions salariales et la gestion des heures supplémentaires, rendus publics récemment, orientent les chantiers à mettre en œuvre à partir de 2009.

Evénements, réalisations 2008 ...

Contrôle interne. Création de cette unité qui a permis de réaliser des économies ainsi que de nouvelles perceptions (CHF 650'000.— pour 2008). Mise en conformité progressive selon les remarques de l'ICF.

Ordres de service. Poursuite de leur actualisation. Rédaction de nouveaux ordres de service en lien avec l'acquisition et l'usage de nouvelles armes, notamment.

... Perspectives 2009

A la suite des rapports déposés en mars par M. Annoni et par la Cour des Comptes, le Conseil d'Etat a décidé de réorganiser la police, dans le but de rendre cette dernière plus efficiente tout en revalorisant le métier de policier. Ci-après, un extrait des recommandations validées par le Conseil d'Etat, dont la phase d'analyse débute en avril :

- regroupement des compétences RH au sein d'un seul service ;
- création d'une fonction d'assistant de sécurité ;
- clarification des missions de la police (organisation et articulation des différents services) en lien avec la future introduction du nouveau code de procédure pénale en 2011 ;
- intégration des agents de la PSI à la gendarmerie ;
- amélioration de la rémunération et simplification des débours et indemnités ;
- détermination de nouveaux horaires et limitation des heures supplémentaires.

Recrutement, formation, soutien et systèmes d'information

Ce domaine concerne des activités internes à la police qui relèvent des infrastructures au sens large du terme, puisque cela porte tant sur les ressources humaines, le recrutement, la formation de base et continue, que sur les systèmes d'information.

Evénements, réalisations 2008 ...

Recrutement et prévention. Présence pour la promotion du recrutement et/ou des conseils de prévention lors des événements suivants (sélection) :

- ✓ Forum Uni-Emploi, 11 mars, contact avec plus de 1'500 étudiants
- ✓ Salon de l'Etudiant (Swissup) du 30 avril au 4 mai
- ✓ NRJ Music Tour le 5 juin
- ✓ Slow-Up, le 3 août
- ✓ Journée sportive le 20 septembre avec la participation de plus de 2'000 personnes
- ✓ Stages en immersion pour candidats (13-14-15 février / 23-24-25 avril / 26-27-28 novembre)
- ✓ Journées portes ouvertes : un mercredi tous les deux mois (spécialement recrutement mais également prévention générale)
- ✓ Soirées d'orientation métiers : un mercredi tous les deux mois
- ✓ 15 présentations des métiers dans divers cycles d'orientation et collèges
- ✓ 4 participations à différentes fêtes de quartiers ou de la sécurité
- ✓ 3 participations lors de manifestations sportives (Tuning Show et championnats de jujitsu).

Formation. Le Centre de formation de la police (CFP) obtient la certification *EduQua*. Formation aux procédures découlant de la mise en application des accords de SCHENGEN (1^{er} semestre 2008), sur la base d'une plate-forme *e-learning*.

- ✓ Du 26 au 30 mai, formation du personnel volontaire de la police par le service de presse, en vue de l'ouverture de la ligne « info police 0800 800 844 », dans la perspective de l'EUROFOOT 08.
- ✓ Formation et mise à niveau, par le service de presse, du groupe des policiers recruteurs.
- ✓ 23 décembre, cours dispensé à l'école de formation, sur la communication d'entreprise.



Analyses techniques et scientifiques. La brigade de police technique et scientifique (BPTS) a mis sur pied différents cours de formation continue, notamment l'investigation de scènes de crime sous-marines. Sur le plan de l'activité, le prélèvement des traces est en augmentation : prélèvements biologiques ADN (5'929,+ 29%), traces papillaires (1'343, + 243%, augmentation due en partie au changement du mode de relevé : en 2007, traces prélevées sur les lieux, en 2008, sur les lieux et au laboratoire), tous types de traces : 10'614 (+ 72%). Le nombre d'interventions a cru fortement sur les cambriolages (+ 41%).

Par ailleurs, les analyses, dans le cadre de leur activité au sein de la police, contribuent également à des publications scientifiques :

- ✓ Kuchler B., *L'auto-échauffement comme cause d'un incendie - Combustion lente et combustion spontanée*. Revue Internationale de Criminologie et de Police Technique et Scientifique, Genève, V.61 n.2, Avril – Juin 2008, p.235-248.
- ✓ Groupe d'auteurs (dont B. Kuchler), *Sauvegarde et prélèvement des traces*. Manuel pour spécialistes, Institut Suisse de Police, 2008.



- ✓ Contribution de B. Kuchler à un chapitre du manuel: *Handbuch für Einsatztaucher* de P. Brünisholz, qui sera adapté prochainement en français, Institut Suisse de Police, 2008.

Systemes d'information. Mise en production de l'application de gestion des traces forensiques à la brigade de police technique et scientifique (01.01.2008).

COPP : Conduite opérationnelle du personnel de la police : consolidation de l'implantation et validation des règles de calcul.

Transfert automatisé des bulletins d'hôtels – élargissement à différents hôtels et systèmes d'information de gestion hôtelière - mise en production pour trois premiers hôtels. Projet démarré en 2001, visant à rationaliser la récolte des bulletins d'hôtels et leur exploitation (contrôles informatiques immédiats).

... Perspectives 2009

Recrutement et prévention. Poursuite des portes ouvertes, des actions de prévention générale et ciblée.

Formation. Adaptation des procédures internes et formation au nouveau code de procédure pénale unifié.

Organiser l'introduction du diplôme de policier pour les collaborateurs genevois avec entrée en vigueur en 2008. Ce diplôme est le niveau 2, après le brevet fédéral. Il s'intègre dans le concept général de formation suisse.

Systemes d'information. COPP. Mise en production des autres modules : feuille de service et gestion des absences, mobilisation. Interface SIRH, phase 2 et clôture du projet.

Mise en production des derniers modules de Police 2000 : ABIRAP, TPAO et clôture du projet.

Transfert automatisé des bulletins d'hôtels – élargissement à différents hôtels et systèmes d'information de gestion hôtelière.

Gestion électronique des dossiers de police (GED). Rationaliser la constitution et la consultation des dossiers de police par leur numérisation.

Création d'un système permettant d'exploiter les données de la police à des fins d'analyse stratégique et opérationnelle (DATAPOL). Crédit d'investissement et premières étapes de mise en œuvre en 2009.

Divers indicateurs statistiques

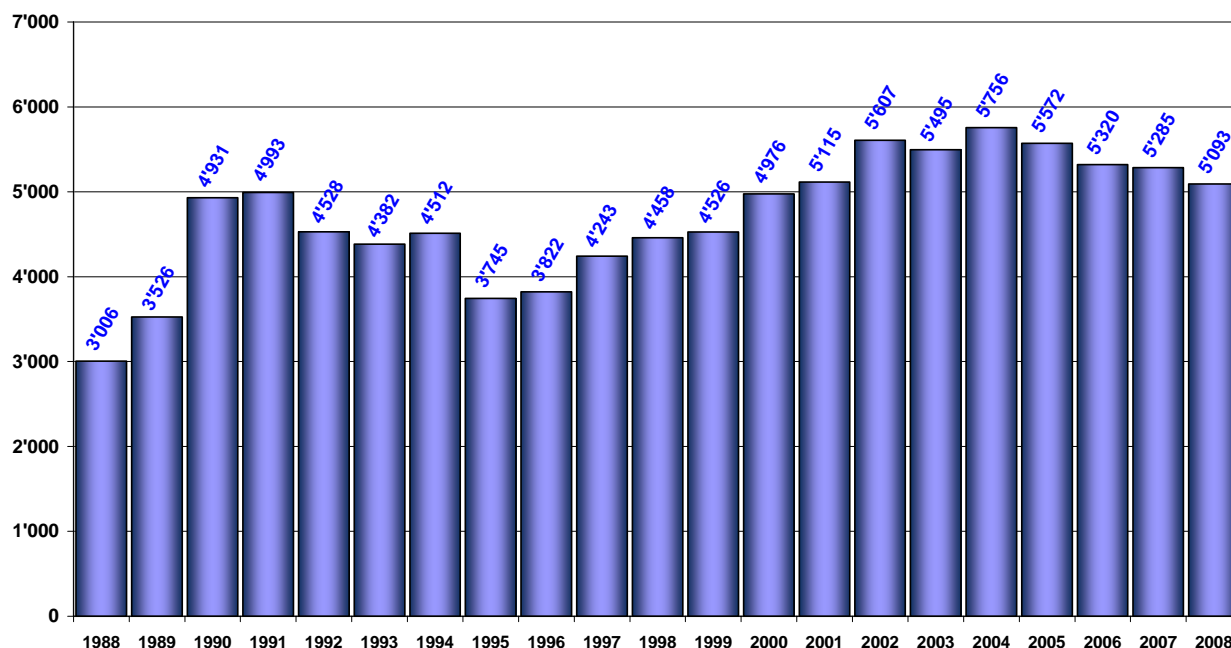
Total des infractions 2008 au code pénal, y compris les tentatives

Infractions au Code Pénal Suisse en 2008	Total 2006	Total 2007	2008		Variation 2008/2007	
			Total 2008	Infractions réalisées		
I. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle	2'068	2'332	2'346	2'318	28	0.6%
CPS 111-116 Homicide (intentionnel)	40	35	29	6	23	-17.1%
CPS 117 Homicide par négligence	5	11	3	3	0	-72.7%
CPS 122-123 Lésions corporelles, graves et simples	1'257	1'451	1'493	1'491	2	2.9%
CPS 118-121, 125-129, 133-136 Autres atteintes à l'intégrité corporelle	766	835	821	818	3	-1.7%
II. Infractions contre le patrimoine	45'755	45'818	46'367	44'167	2'200	1.2%
CPS 139 Vol par introduction furtive	1'089	1'098	1'248	1'234	14	13.7%
CPS 139 Vol par effraction	4'787	4'878	5'934	4'587	1'347	21.6%
CPS 139 Vol à la tire	3'984	4'143	4'122	4'109	13	-0.5%
CPS 139 Vol à l'étalage	526	463	516	509	7	11.4%
CPS 139 Vol de véhicule	5'448	4'737	4'525	4'231	294	-4.5%
CPS 139 Effraction de véhicule	4'054	3'683	3'206	2'897	309	-13.0%
CPS 139 Vol sur / dans un véhicule	1'741	2'064	2'348	2'303	45	13.8%
CPS 139 Autre vol	8'603	8'080	7'695	7'649	46	-4.8%
CPS 139 Vol à l'astuce	1'597	1'794	1'955	1'937	18	9.0%
CPS 139 Vol à l'arraché (sans violence)	442	470	437	429	8	-7.0%
CPS 140 Brigandage	348	457	432	401	31	-5.5%
CPS 144 Dommages à la propriété	5'946	6'764	6'052	6'052	0	-10.5%
CPS 144 Dommages à la propriété (avec vol)	5'599	5'473	6'384	6'378	6	16.6%
CPS 146 Escroquerie	402	425	335	308	27	-21.2%
CPS 156 Extorsion et chantage	22	21	16	12	4	-23.8%
CPS 137-138, 141-143 bis, 144 bis-145, 147-153, 155, 157-172 ter Autres infractions contre la propriété, le patrimoine et les droits pécuniaires	1'167	1'268	1'162	1'131	31	-8.4%
III. Infractions contre l'honneur & le domaine secret ou privé CPS 173-179 novies	881	1'019	1'209	1'203	6	18.6%
IV. Crimes ou délits contre la liberté	4'478	5'085	5'958	5'901	57	17.2%
CPS 180 Menaces	737	864	986	981	5	14.1%
CPS 186 Violation de domicile	3'623	4'102	4'862	4'811	51	18.5%
CPS 181-185 Autres crimes ou délits contre la liberté	118	119	110	109	1	-7.6%
V. Infractions contre l'intégrité sexuelle	373	380	374	354	20	-1.6%
CPS 187 Mineurs	84	102	78	75	3	-23.5%
CPS 190 Viol	61	55	63	49	14	14.5%
CPS 188, 189, 191-193, 194, 195-199 Autres infractions contre l'intégrité sexuelle	228	223	233	230	3	4.5%

Infractions au Code Pénal Suisse en 2008	Total 2006	Total 2007	2008		Variation 2008/2007	
			Total 2008	Infractions réalisées		Tentatives
VI. Crimes ou délits contre la famille CPS 213-220	254	269	206	201	5	-23.4%
VII. Crimes ou délits créant un danger collectif	264	214	136	135	1	-36.4%
CPS 221 Incendie intentionnel	237	187	106	105	1	-43.3%
CPS 222-230 Autres infractions créant un danger collectif	27	27	30	30	0	11.1%
X. XI. FAUX CPS 240-257 Fausse monnaie et autres falsifications	568	643	559	555	4	-13.1%
XII. Crimes ou délits contre la paix publique : CPS 260 bis (actes préparatoires)	2	1	1	1	0	0.0%
VIII, IX, XII, XV Autres délits contre l'ordre et les autorités publics CPS 231-239, 258-260, 260ter-283, 287-295, 303-311	414	212	158	155	3	-25.5%
XV. Infractions contre l'Autorité publique	339	403	494	491	3	22.6%
CPS 285 Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires	102	132	170	168	2	28.8%
CPS 286 Opposition aux actes de l'autorité	237	271	324	323	1	19.6%
XVI, XVI Autres délits CPS 296-302, 312-332	22	34	26	25	1	-23.5%
XVII. Délits contre l'administration de la justice CPS 305 bis, 305 ter Blanchissage d'argent	17	22	33	33	0	50.0%
TOTAL INFRACTIONS AU CODE PENAL	55'435	56'432	57'867	55'539	2'328	2.5%

Arrestations selon le type et la source légale

Arrestations 1988 à 2008



Répartition des arrestations, selon le type de décision

Les arrestations comprennent :

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	variation 2008 / 2007
- les mandats des officiers de police	5'084	4'816	5'079	4'904	4'834	4'735	4'581	-3.3%
- les notifications des mandats cantonaux	298	344	316	326	263	267	163	-39.0%
- les notifications des mandats internationaux	3	4	3	4	1	1	0	-100.0%
- les mandats de l'Instruction	32	30	22	30	33	30	40	33.3%
- les mandats du Tribunal de la Jeunesse	48	52	70	67	51	80	113	41.3%
- autres cas	142	249	266	241	138	172	196	14.0%
Arrestations	5'607	5'495	5'756	5'572	5'320	5'285	5'093	-3.6%

Répartition des mandats des officiers de police (OP), selon la source légale de l'infraction

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	variation 2008 / 2007
Total des mandats OP*	5'084	4'816	5'079	4'904	4'834	4'735	4'581	-3.3%
- dont infractions au code pénal (CP)	2'386	2'570	2'561	2'828	2'984	2'801	2'810	0.3%
- dont infractions aux stupéfiants (LStup)	922	1'322	1'093	1'101	1'078	1'153	1'129	-2.1%
- dont infractions au séjour des étrangers (LSEE) ou à la loi sur les étrangers (LEtr)	1'500	1'515	1'393	1'045	1'145	1'008	860	-14.7%
- dont infractions à la circulation (LCR)	599	580	635	721	834	716	710	-0.8%

* le mandat peut contenir des infractions relevant de plusieurs sources (CP et autres lois).



Total des accidents 2008 – page de synthèse

1.1 Total général

Totaux annuels	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Variation
Total des accidents	3961	3914	3758	3560	3640	3636	-0.11%
Différence		-47	-156	-198	80	-4	
en %		-1.20%	-4.15%	-5.56%	2.20%	-0.11%	

1.2 Accidents avec blessé(s)

Totaux annuels	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Variation
Accidents avec blessé(s)	1332	1305	1207	1182	1182	1231	3.98%
Différence		-27	-98	-25		49	
en %		-2.07%	-8.12%	-2.12%		3.98%	

Blessés

Totaux annuels	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Variation
Personnes blessées	1667	1631	1446	1478	1430	1462	2.19%
Différence		-36	-185	32	-48	32	
en %		-2.21%	-12.79%	2.17%	-3.36%	2.19%	

1.3 Accidents mortels

Totaux annuels	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Variation
Accidents mortels	22	24	15	16	15	11	-36.36%
Différence		2	-9	1	-1	-4	
en %		8.33%	-60.00%	6.25%	-6.67%	-36.36%	

Victimes

Totaux annuels	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Variation
Personnes tuées	22	28	16	16	19	11	-72.73%
Différence		6	-12		3	-8	
en %		27.27%	-75.00%		15.79%	-72.73%	

1.4 Accidents « dégâts matériels »

Totaux annuels	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Variation
Dégâts matériels	2614	2595	2540	2366	2447	2398	-2.04%
Différence		-19	-55	-174	81	-49	
en %		-0.73%	-2.17%	-7.35%	3.31%	-2.04%	

Effectifs de la Police et heures supplémentaires (solde cumulé)

Effectifs de la Police

fin décembre 2008

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	variation 2008 / 2007
Etat-major de la Police *	10	12	12	12	14	13	13	0.0%
Gendarmes *	758	759	755	770	774	776	777	0.1%
Inspecteurs & inspectrices *	277	277	281	286	292	291	301	3.4%
Collaborateurs administratifs	355	345	372	388	381	379	383	1.1%
PSI	170	191	210	198	198	198	197	-0.5%
Au total *	1'570	1'584	1'630	1'654	1'659	1'657	1'671	0.8%

* effectif moyen de l'année.

Heures supplémentaires effectuées par la Police

	solde cumulé global	variation par rapport à l'année précédente
1999	461'578	--
2000	142'182	-69%
2001	234'087	65%
2002	284'773	22%
2003	439'885	54%
2004	454'394	3%
2005	525'296	16%
2006	589'563	12%
2007	533'738	-9%
2008	605'706	13%

Usage de la contrainte par la force publique et principaux types d'intervention

Usage de la contrainte par la force publique

Situation au 5 février 2009	2003	2004	2005	2006	2007	2008	variation 2008 / 2007
Cas d'usage de la contrainte *	1227	1236	1161	1241	1208	1130	-6.5%
- dont usage de la contrainte seule	730	798	738	842	610	604	-1.0%
- dont usage avec intervention de médecins	448	387	383	355	613	516	-15.8%
- dont usage avec doléances c/policiers	241	216	202	159	278	264	-5.0%
- dont usage avec plaintes pénales c/policiers	62	37	34	22	33	17	-48.5%

* Le total est inférieur à la somme des rubriques en raison des diverses combinaisons possibles.

Usage de la contrainte: principaux types d'interventions*

Situation au 5 février 2009	2004	2005	2006	2007	2008	% du total
LStup	462	334	386	343	371	32.8%
LEtr	234	247	415	454	449	39.7%
Opposition / violence contre fonctionnaire	540	387	438	393	504	44.6%
Infractions contre le patrimoine	212	236	265	276	256	22.7%
Total	1'236	1'161	1'241	1'208	1'130	

*Combinaisons possibles.

Plaintes pénales contre des membres du corps de police

Plaintes pénales contre des membres du corps de police

Situation au 5 février 2009	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	variation 2008 / 2007
Plaintes classées	40	79	51	45	34	56	20	
Procédures en cours ou recours	0	0	0	2	2	9	17	
Plaintes retirées	1	3	2	4	0	0	3	
Condamnations	0	0	2	2	0	0	1	
Total des plaintes pénales	41	82	55	53	36	65	41	-36.9%

Policiers blessés. En 2008, 81 policiers ont été blessés lors d'interventions avec un tiers (voies de faits, agressions ; en 2007 : 67 ; en 2006 : 81 ; 2005 : 48).

Cellule « Debriefing-Police » au profit des collaborateurs de la Police : 11 interventions (9 en 2007, 19 en 2006).